



**LA CONVENZIONE EUROPEA**  
IL SEGRETARIATO

**Bruxelles, 10 gennaio 2003 (14.01)**  
**(OR. FR)**

**CONV 479/03**

**CONTRIB 184**

**NOTA DI TRASMISSIONE**

---

del: Segretariato

alla: Convenzione

---

Oggetto: Contributo della Sig.ra Pervenche Berès, membro supplente della Convenzione, e del Sig. Klaus Hänsch, membro della Convenzione "Elementi essenziali di una Costituzione europea"

---

Il Segretario Generale della Convenzione ha ricevuto un contributo comune, che figura in allegato, delle delegazioni socialista francese e socialdemocratica tedesca al Parlamento europeo, presentato dalla Sig.ra Pervenche Berès, membro supplente della Convenzione e dal Sig. Klaus Hänsch, membro della Convenzione.

**ELEMENTS ESSENTIELS D'UNE CONSTITUTION EUROPEENNE**

**CONTRIBUTION COMMUNE DES DELEGATIONS SOCIALISTE FRANÇAISE ET SOCIAL-DEMOCRATE ALLEMANDE AU PARLEMENT EUROPEEN PRESENTÉE PAR PERVENCHE BERES ET KLAUS HÄNSCH.**

En réaction aux propositions du Présidium sur le squelette de la Constitution, les députés européens du PS français et du SPD allemand adoptent la position suivante :

1) Union des Etats et des peuples

L'Union européenne doit conserver dans la Constitution européenne sa double légitimité des Etats et des peuples. Dans le Traité constitutionnel devrait être maintenu l'objectif d'une union toujours plus étroite entre les peuples d'Europe. L'UE peut contribuer à la coopération transfrontalière entre les citoyennes et citoyens, les collectivités territoriales, et la société civile.

2) L'UE est fondée sur le patrimoine spirituel et moral des Etats et des peuples de l'Europe. Elle est une communauté de valeurs. Outre la démocratie, l'Etat de droit et la protection des droits de la personne, la solidarité et la justice sociale doivent être ajoutées au titre des valeurs de l'Union.

Parmi les objectifs de l'Union doivent figurer l'économie sociale de marché, le plein emploi et le développement durable. La "liste des objectifs" doit en outre comporter non seulement la cohésion économique et sociale, mais aussi la cohésion territoriale.

Les services d'intérêt général doivent être développés. Ils ne doivent pas relever des seules règles du marché intérieur. La capacité de l'UE de veiller à l'intérêt commun européen et de le mettre en œuvre au moyen de règles et programmes communs doit être renforcée.

3) La Charte des droits fondamentaux doit être incluse dans la Constitution sans perte de contenu. Des adaptations rédactionnelles pourront être faites uniquement dans les articles horizontaux (51-54), en excluant toute limitation de son champ d'application.

La citoyenneté de l'Union devra également contenir des éléments de protection pour des ressortissants des pays tiers, qui résident dans l'Union ou qui veulent s'y intégrer.

La possibilité d'une procédure d'accès direct à la citoyenneté européenne devrait être envisagée et largement diffusée auprès de l'opinion publique.

4) L'Union européenne est dotée de la personnalité juridique afin d'être capable d'agir à l'intérieur comme à l'extérieur. La structure en piliers doit être abolie au profit d'un texte unique. Le traité constitutionnel est divisé en deux parties. La première comporte les dispositions fondamentales et la deuxième les politiques publiques, les protocoles et les annexes des traités précédents.

5) Les institutions de l'Union s'organisent comme suit :

- a) la législation est élaborée par le Parlement européen et le Conseil des ministres en tant que Conseil législatif ;
- b) le Président de la Commission est élu par le Parlement européen à l'issue des élections européennes;
- c) le Président de la Commission décide en accord avec le Conseil européen du nombre de commissaires. Il est maître de l'organisation interne de la Commission, en particulier de l'affectation des portefeuilles;
- d) le ministre des affaires étrangères européen (M. PESC) est Vice-Président de la Commission, sur proposition du Conseil européen et confirmation du Parlement européen. Il est responsable devant le Parlement européen et le Conseil. Les politiques communautarisées, comme le commerce extérieur et la politique de développement, ne doivent pas faire l'objet d'un retour à la pratique intergouvernementale;
- e) après l'adoption d'une motion de censure du Parlement européen à l'égard de la Commission et en l'absence d'une nouvelle investiture d'un Président de la Commission dans un délai de trois mois, le Parlement européen peut être dissout;
- f) le Conseil européen réorganise sa présidence de manière à créer une plus grande continuité et une plus grande efficacité;
- g) les parlements nationaux doivent pouvoir mieux contrôler la politique européenne de leur gouvernement.

Le système de la convention réunissant les parlements et les exécutifs européens doit être prorogé; la Convention doit jouer pleinement son rôle pour l'élaboration des amendements aux deux parties du traité constitutionnel et pour celle des lois organiques; elle peut être convoquée en cas de nécessité et est l'organe compétent pour ratifier les amendements à la deuxième partie du traité constitutionnel.

6) Le traité constitutionnel doit contenir une clause permettant son entrée en vigueur et sa révision y compris en l'absence de toutes les ratifications.